

8<sup>e</sup> chaque année, élaborer un rapport relatif au développement, à l'évaluation et à l'application de nouvelles technologies médicales.

**Art. 16quater.** Le montant de l'adaptation de la sous-partie B4 du budget des moyens financiers, visée à l'article 16bis, est octroyée de manière provisionnelle pour autant que l'hôpital concerné apporte la preuve qu'il répond aux conditions 1<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>, y compris, visées à l'article 16ter.

En vue de la révision du montant provisionnel octroyé, l'hôpital devra apporter la preuve qu'il répond aux conditions 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>, y compris, visées à l'article 16ter pour l'exercice écoulé.

Pour l'octroi du montant provisionnel visé au 1er alinéa, l'hôpital devra faire parvenir pour le 31 août 1993 au plus tard au Ministère de la Santé publique et de l'environnement, Administration des Etablissements de Soins, Comptabilité et Gestion des Hôpitaux, les documents et renseignements suivants :

1<sup>o</sup> le nombre de candidats spécialistes, exprimé en équivalents temps plein, occupés en 1992 dans l'hôpital;

2<sup>o</sup> pour la condition 1 : copie de publications scientifiques concernant le développement, l'évaluation et l'application des nouvelles technologies médicales;

3<sup>o</sup> pour la condition 2 : une copie des agréments des médecins-spezialisten;

4<sup>o</sup> pour la condition 3 : l'attestation signée par le gestionnaire et le président du conseil médical mentionnant que tous les honoraires sont perçus de façon centrale par l'hôpital;

5<sup>o</sup> pour la condition 4 : le nombre de médecins hospitaliers au 1er janvier 1993 exprimé en équivalents temps plein et le nombre de lits agréés au 1er janvier 1993;

6<sup>o</sup> pour les conditions 5 et 8 : la liste nominative des médecins, leur temps de travail exprimé en demi-jours et le pourcentage de la rémunération pour laquelle des cotisations ONSS ont été payées;

7<sup>o</sup> une copie du statut pécuniaire relatif aux médecins occupés dans l'hôpital;

8<sup>o</sup> pour la condition 7 : l'attestation signée par le gestionnaire et le président du conseil médical mentionnant que les tarifs de l'engagement sont appliqués pour l'ensemble de l'hôpital, selon les conditions qui dans l'accord national médecins-organismes assureurs, sont d'application aux médecins qui se sont engagés à respecter ces tarifs.

En cas d'absence d'une tel accord national, l'attestation signée par le gestionnaire et le président du conseil médical mentionnant que les tarifs qui servent de base pour l'intervention de l'assurance maladie sont appliqués pour l'ensemble de l'hôpital selon les conditions qui, dans le dernier accord national médecins-organismes assureurs, sont d'application aux médecins qui se sont engagés à respecter les tarifs de cet accord.

Pour la révision visée au deuxième alinéa, l'hôpital devra faire parvenir au Ministère de la Santé publique et de l'Environnement, Administration des Etablissements de Soins, Comptabilité et Gestion des Hôpitaux, pour le 1er mai 1994 au plus tard les éléments actualisés à l'année 1993 pour le nombre de candidats spécialistes et pour l'application des conditions 1, 2, 4, 5 et 8. Pour la condition 8, l'hôpital devra faire parvenir le rapport relatif à l'exercice 1993. »

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1993.

B. ANSELME

F. 93 — 1841

[C — 25241]

**2 JUILLET 1993.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 11 mars 1953 pris en exécution de l'arrêté royal du 9 mars 1953 concernant le commerce des viandes de boucherie et réglementant l'expertise des animaux abattus à l'intérieur du pays

Le Ministre de la Santé publique,

Vu l'arrêté royal du 9 mars 1953 concernant le commerce des viandes de boucherie et réglementant l'expertise des animaux abattus à l'intérieur du pays, notamment l'article 25;

Vu l'arrêté royal du 30 décembre 1992 relatif à l'agrément et aux conditions d'installation des abattoirs et d'autres établissements, notamment les articles 4, 5 et 8;

N. 93 — 1841

[C — 25241]

**2 JULI 1993.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 maart 1953 genomen in uitvoering van het koninklijk besluit van 9 maart 1953 betreffende de handel in slachtvlees en houdende reglementering van de keuring der in het land geslachte dieren

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 1953 betreffende de handel in slachtvlees en houdende reglementering van de keuring der in het land geslachte dieren, inzonderheid op het artikel 25;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 december 1992 betreffende de erkenning en de inrichtingsvoorraarden van de slachthuizen en andere inrichtingen, inzonderheid op de artikelen 4, 5 en 8;

Vu l'arrêté ministériel du 11 mars 1953 pris en exécution de l'arrêté royal du 9 mars 1953 concernant le commerce des viandes de boucherie et réglementant l'expertise des animaux abattus à l'intérieur du pays;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes 64/433/CEE relative aux conditions sanitaires de production et de mise sur le marché de viandes fraîches, notamment l'article 4 et l'annexe I, chapitre XI;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes 91/498/CEE du 29 juillet 1991 relative aux conditions d'octroi de dérogations temporaires et limitées aux règles communautaires sanitaires spécifiques pour la production et la commercialisation de viandes fraîches, notamment l'article 2;

Vu l'avis du Conseil d'expertise vétérinaire;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le modèle de certaines marques de salubrité pour des viandes d'animaux de boucherie doit être fixé sans délai en vue de pouvoir contrôler de façon plus efficace le régime des abattoirs et des autres établissements de faible capacité et celui des abattoirs et des autres établissements bénéficiant de dérogations temporaires aux conditions d'installation,

Arrête :

**Article 1er.** L'article 5 de l'arrêté ministériel du 11 mars 1953 pris en exécution de l'arrêté royal du 9 mars 1953 concernant le commerce des viandes de boucherie et réglementant l'expertise des animaux abattus à l'intérieur du pays, modifié par les arrêtés ministériels du 8 avril 1968 et du 4 octobre 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. § 1er. Les marques de salubrité appliquées à la suite de l'expertise doivent être conformes aux modèles prévus à l'annexe 5.

Les carcasses, les têtes, les langues, les coeurs et les poumons de toute espèce animale, et les foies d'ovins et de caprins doivent être marqués à l'encre ou au feu à l'aide d'une estampille. Les foies de bovins, de porcs et de solipèdes doivent être marqués au feu.

Les carcasses qui pèsent plus de 65 kg doivent porter la marque de l'estampille sur chaque demi-carcasse, au moins aux endroits suivants : face externe de la cuisse, lombes, dos, poitrine et épaule. Les autres carcasses doivent porter quatre marques d'estampille au moins, apposées sur les épaules et sur la face externe des cuisses.

Pour autant qu'ils restent attachés de manière naturelle à d'autres abats estampillés, le marquage des langues et des coeurs de bovins de moins de trois mois, de porcins, d'ovins et de caprins n'est pas obligatoire.

Les abats ne doivent pas être marqués de manière individuelle s'ils sont contenus dans un conditionnement solide ou un emballage, marqué conformément à l'article 6bis, § 3.

§ 2. Seul le violet de méthyle ou tout autre colorant violet autorisé dans le commerce des denrées alimentaires peut être utilisé pour l'estampillage à l'encre des viandes, à moins que l'utilisation d'une autre couleur soit imposée.

§ 3. Toutes les estampilles doivent être parfaitement lisibles. »

**Art. 2.** L'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels du 28 novembre 1968, du 8 avril 1968, du 29 septembre 1969, du 1er juillet 1974, du 24 février 1976, du 18 juin 1976, du 16 décembre 1980 et du 4 octobre 1985 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. § 1er. Sauf dans les cas mentionnés au § 3, la marque de salubrité déterminée à l'annexe 5, sous I, est apposée sur les viandes reconnues propres à la consommation humaine dans les abattoirs dont la production peut être admise aux échanges entre les Etats membres de la CEE.

§ 2. 1º Sauf dans les cas mentionnés au § 3, la marque de salubrité déterminée à l'annexe 5, sous II, est apposée sur les viandes reconnues propres à la consommation humaine dans les abattoirs de faible capacité.

2º Sauf dans les cas mentionnés au § 3, la marque de salubrité déterminée à l'annexe 5, sous III, est apposée sur les viandes reconnues propres à la consommation humaine dans les abattoirs bénéficiant de dérogations temporaires et limitées conformément à l'arrêté royal du 3 mars 1992 relatif à l'octroi de dérogations temporaires aux conditions d'installation des abattoirs, ateliers de découpe et entrepôts frigorifiques.

Gelet op het ministerieel besluit van 11 maart 1953 genomen in uitvoering van het koninklijk besluit van 9 maart 1953 betreffende de handel in slachtvlees en houdende reglementering van de keuring der in het land geslachte dieren;

Gelet op de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 64/433/EWG betreffende de gezondheidsvoorschriften voor de produktie en het in de handel brengen van vers vlees, inzonderheid op het artikel 4 en op de bijlage I, hoofdstuk XI;

Gelet op de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen 91/498/EWG van 29 juli 1991 houdende vaststelling van de voorschriften voor het toestaan van tijdelijke en beperkte afwijkingen op de specifieke communautaire gezondheidsvoorschriften voor de produktie en het in de handel brengen van vers vlees, inzonderheid op het artikel 2;

Gelet op het advies van de Raad voor veterinaire keuring;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op het artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat zonder uitstel het model van sommige keurmerken voor vlees van slachtdieren moet worden vastgelegd teneinde het stelsel van slachthuizen en andere inrichtingen met een geringe capaciteit en dat van slachthuizen en andere inrichtingen met tijdelijke afwijkingen op de inrichtingsvoorwaarden op meer efficiënte wijze te kunnen controleren,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 5 van het ministerieel besluit van 11 maart 1953 genomen in uitvoering van het koninklijk besluit van 9 maart 1953 betreffende de handel in slachtvlees en houdende reglementering van de keuring der in het land geslachte dieren, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 8 april 1968 en van 4 oktober 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 5. § 1. De tot besluit van de keuring aangebrachte keurmerken moeten overeenstemmen met de in de bijlage 5 voorziene modellen.

De karkassen, de koppen, de tongen, de harten en de longen van alle diersoorten, en de leveren van schapen en geiten moeten worden gemerkt met een inkt of brandstempel. De leveren van runderen, varkens en eenhoevenigen moeten worden gemerkt met een brandstempel.

Karkassen met een gewicht van meer dan 65 kg dienen op iedere helft ten minste op de volgende plaatsen te worden gemerkt : de buitenzijde van de dij, de lenden, de rug, de borst en de schouder. De overige karkassen moeten ten minste vier maal worden gemerkt, namelijk op de schouders en op de buitenzijde van de dijen.

Voor zover ze op natuurlijke wijze verbonden blijven met andere gemerkte slachtafval, is het merken van de tongen en de harten van runderen van minder dan drie maanden, biggen, schapen en geiten, niet verplicht.

De slachtafvalen moeten niet individueel gemerkt worden indien zij worden geboren in een stevige onmiddellijke verpakking of een eindverpakking die overeenkomstig artikel 6bis, § 3, is gemerkt.

§ 2. Als stempelinkt voor het stempelen van vlees mag alleen methylviolet of elke andere paarse kleurstof die in de handel van de voedingsmiddelen wordt toegelezen, worden gebruikt, tenzij bepaald is dat een andere kleur moet worden gebruikt.

§ 3. Alle stempels moeten duidelijk leesbaar zijn. »

**Art. 2.** Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 28 november 1968, van 8 april 1968, van 29 september 1969, van 1 juli 1974, van 24 februari 1976, van 18 juni 1976, van 16 december 1980 en van 4 oktober 1985 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 6. § 1. Behoudens in de gevallen vermeld in § 3, wordt in de slachthuizen waarvan de produktie kan worden toegelaten tot het handelsverkeer tussen de Lid-Staten van de EEG, het keurmerk bepaald in de bijlage 5, onder I, aangebracht op het voor menselijke voeding geschikt bevonden vlees.

§ 2. 1º Behoudens in de gevallen vermeld in § 3, wordt in de slachthuizen met een geringe capaciteit, het keurmerk bepaald in de bijlage 5, onder II, aangebracht op het voor menselijke voeding geschikt bevonden vlees.

2º Behoudens in de gevallen vermeld in § 3, wordt in de slachthuizen waaraan tijdelijke en beperkte afwijkingen zijn toegestaan overeenkomstig het koninklijk besluit van 3 maart 1992 betreffende het toestaan van tijdelijke afwijkingen op de inrichtingsvoorwaarden van slachthuizen, uitsnijderijen en koelhuizen, het keurmerk bepaald in de bijlage 5, onder III, aangebracht op het voor menselijke voeding geschikt bevonden vlees.

**§ 3. 1°** La marque de salubrité, déterminée à l'annexe 5, sous I, b est apposée dans les abattoirs dont la production peut être admise aux échanges entre les Etats membres de la CEE, sur les viandes reconnues propres à la consommation humaine qui ne peuvent participer en tant que viandes fraîches auxdits échanges.

**2° a)** La marque de salubrité déterminée à l'annexe 5, sous I, c est apposée dans les abattoirs dont la production peut être admise aux échanges entre les Etats membres de la CEE, sur les viandes reconnues propres à la consommation humaine de porcs mâles utilisés pour la reproduction, de porcs cryptorchides et hermaphrodites et de porcs mâles non castrés d'un poids exprimé en carcasse, supérieure à 80 kg.

**b)** Sur les viandes reconnues propres à la consommation humaine provenant de porcs mentionnés, sous a, abattus dans d'autres abattoirs, est apposée selon le cas, la marque de salubrité déterminée à l'annexe 5, sous A, II ou III à l'encre rouge.

**3°** La marque de salubrité déterminée à l'annexe 5, sous IV, a est apposée à l'encre rouge sur les viandes reconnues propres à la consommation humaine qui sont destinées aux besoins exclusifs du ménage du déclarant.

**4°** La marque de salubrité déterminée à l'annexe 5, sous IV, b est apposée sur les viandes reconnues propres à la consommation humaine provenant d'animaux abattus pour cause de nécessité.

**5° a)** La marque de salubrité déterminée à l'annexe 5, sous IV, c, 1° est apposée sur les viandes ladriques reconnues propres à la consommation humaine à condition d'être soumises à la congélation réglementaire.

**b)** La marque de salubrité déterminée à l'annexe 5, sous IV, c, 2° est apposée sur les viandes ladriques reconnues conditionnellement propres à la consommation humaine qui ont été soumises à la congélation réglementaire.

**§ 5.** Les marques de salubrité déterminées à l'annexe 5 peuvent comporter une indication qui permet d'identifier l'expert. »

**Art. 3.** Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 6bis. § 1er. Si, dans les ateliers de découpe dont la production peut être admise aux échanges entre les Etats membres de la CEE, du fait de la découpe, des morceaux sans marque de salubrité sont obtenus à partir de carcasses ou d'abats régulièrement marqués, ces morceaux doivent être pourvus d'une marque d'identification de même forme que celle qui a servi au marquage de la carcasse ou de l'abat découpé. Cette marque mentionne, en son centre, le numéro d'agrément de l'atelier de découpe au lieu de celui de l'abattoir. Les morceaux individuels sont marqués à l'encre ou au feu. Si l'application du § 3 est faite, ces morceaux ne doivent pas être marqués de manière individuelle.

**§ 2. a)** Toutes les carcasses ou abats, marqués selon les prescriptions, introduits dans un atelier de découpe de faible capacité, ainsi que tous les morceaux provenant de la découpe, doivent, avant de quitter l'établissement et pour autant qu'ils ne portent pas la marque de salubrité déterminée à l'annexe 5, sous II, être marqués à l'encre ou au feu à l'aide d'une marque d'identification de cette forme, qui mentionne le numéro d'agrément spécifique de l'atelier de découpe. Les carcasses et les abats sont marqués conformément à l'article 5. Les morceaux individuels sont marqués à l'encre ou au feu. Si l'application du § 3 est faite, ces morceaux ne doivent pas être marqués de manière individuelle.

**b)** La forme de la marque d'identification qui doit être utilisée dans les ateliers de découpe bénéficiant des dérogations temporaires et limitées, correspond à celle fixée en annexe 5, sous III et mentionne le numéro d'agrément de l'atelier de découpe et la localité.

**§ 3.** Les emballages doivent être pourvus d'une étiquette, fixée de façon à être détruite à l'ouverture de l'emballage. Cette étiquette porte la marque de salubrité utilisée à l'abattoir ou la marque d'identification utilisée à l'atelier de découpe où l'emballage a été effectué ainsi qu'un numéro de série et la mention de l'espèce animale.

**§ 4.** Sans préjudice des dispositions du § 3, les viandes fraîches conditionnées en portions commerciales destinées à la vente directe au consommateur, doivent comporter une reproduction de la marque d'identification de l'atelier de découpe sur le conditionnement ou sur une étiquette appliquée sur le conditionnement. Les dimensions de cette copie sont libres; les mentions doivent néanmoins demeurer parfaitement lisibles.

**§ 5.** La graisse, la panne, les oreilles, les pieds, les queues, les estomacs et les boyaux ne doivent pas être pourvus d'une marque de salubrité ou d'identification, sauf en cas d'exportation. »

**Art. 4.** L'annexe 5 du même arrêté est remplacée par l'annexe au présent arrêté.

**§ 3. 1°** Het keurmerk bepaald in de bijlage 5, onder I, b wordt in de slachthuizen waarvan de produktie tot het handelsverkeer tussen de Lid-Staten van de EEG kan worden toegelaten, aangebracht op het voor menselijke voeding geschikt bevonden vlees dat niet als vers vlees in dit handelsverkeer mag worden gebracht.

**2° a)** Het keurmerk bepaald in de bijlage 5, onder I, c wordt, in de slachthuizen waarvan de produktie tot het handelsverkeer tussen de Lid-Staten van de EEG kan worden toegelaten, aangebracht op het voor menselijke voeding geschikt bevonden vlees van mannelijke varkens gebruikt voor de fok, van cryptorchide en hermafroditische varkens en van niet-gecastreerde mannelijke varkens met een geslacht gewicht hoger dan 80 kg.

**b)** Op het voor menselijke voeding geschikt bevonden vlees van de onder a bedoelde varkens, geslacht in andere slachthuizen, wordt naargelang van het geval het keurmerk bepaald in de bijlage 5, onder II of III aangebracht met rode inkt.

**3°** Het keurmerk bepaald in de bijlage 5, onder IV, a wordt met rode inkt aangebracht op het voor menselijke voeding geschikt bevonden vlees dat uitsluitend bestemd is voor de behoeften van het gezin van de aangever.

**4°** Het keurmerk bepaald in de bijlage 5, onder IV, b wordt aangebracht op het voor menselijke voeding geschikt bevonden vlees van in nood geslachte dieren.

**5° a)** Het keurmerk bepaald in de bijlage 5, onder IV, c, 1° wordt aangebracht op gortig vlees dat voor menselijke voeding geschikt wordt bevonden op voorwaarde dat het wordt onderworpen aan de reglementaire bevriezing.

**b)** Het keurmerk bepaald in de bijlage 5, onder IV, c, 2° wordt aangebracht op voorwaardelijk voor menselijke voeding geschikt bevonden gortig vlees dat de reglementaire bevriezing heeft ondergaan.

**§ 4.** Het keurmerk bepaald in de bijlage 5, onder V wordt in de slachthuizen aangebracht op alle vlees dat ongeschikt is bevonden § 5. De keurmerken bepaald in de bijlage 5 mogen een aanduiding bevatten die het mogelijk maakt de keurder te identificeren. »

**Art. 3.** Een artikel 6bis luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 6bis. § 1. Indien in de uitsnijderijen waarvan de produktie kan worden toegelaten tot het handelsverkeer tussen de Lid-Staten van de EEG, tengevolge van het uitsnijden delen zonder keurmerk worden verkregen van volgens de regels gemerkte karkassen of slachtafvalen, moeten deze delen worden voorzien van een identificatiemerktje naar hetzelfde model als het keurmerk dat voorkwam op het versneden karkas of slachtafval. Dit merktje bevat, in het midden, het toelatingsnummer van de uitsnijderij in plaats van dat van het slachthuis. De individuele delen worden gemerkt met een inkt- of brandstempel. Indien § 3 wordt toegepast, hoeven deze delen niet individueel te worden gemerkt.

**§ 2. a)** Alle volgens de voorschriften gemerkte karkassen of slachtafvalen die in een uitsnijderij met een geringe capaciteit worden binnengebracht, evenals alle daarvan uitgesneden delen moeten, vooraleer de uitsnijderij te verlaten en voor zover ze geen keurmerk dragen overeenkomstig het model bepaald in bijlage 5, onder II, worden voorzien van een identificatiemerktje naar genoemd model dat het specifiek toelatingsnummer van de uitsnijderij vermeldt. De karkassen en de slachtafvalen worden gemerkt overeenkomstig artikel 5. De individuele delen worden gemerkt met een inkt- of brandstempel. Indien § 3 wordt toegepast, hoeven deze delen niet individueel te worden gemerkt.

**b)** De vorm van het identificatiemerktje dat moet worden gebruikt in de uitsnijderijen waaraan tijdelijke en beperkte afwijkingen zijn toegestaan, stemt overeen met de vorm bepaald in de bijlage 5, onder III en bevat het toelatingsnummer van de uitsnijderij en de lokaliteit.

**§ 3.** Eindverpakkingen moeten voorzien zijn van een etiket dat zodanig op de eindverpakking is bevestigd dat het bij het openen wordt vernietigd. Op dit etiket staat het keurmerk gebruikt in het slachthuis of het identificatiemerktje gebruikt in de uitsnijderij waar de verpakking is gebeurd evenals een serienummer en de vermelding van de diersoort.

**§ 4.** Onvermindert het bepaalde in § 3 moet vers vlees in onmiddellijke verpakking in handelsporties, die bestemd zijn voor de rechtstreekse verkoop aan de consument, op de onmiddellijke verpakking of op een daarop bevestigd etiket een kopie van het identificatiemerktje van de uitsnijderij dragen. De afmetingen van deze kopie zijn vrij; alle vermeldingen moeten evenwel duidelijk leesbaar zijn.

**§ 5.** Vet, bladreuzel, oren, poten, staarten, magen en darmen moeten evenwel niet worden voorzien van een keurmerk of identificatiemerktje, tenzij bestemd voor de uitvoer. »

**Art. 4.** De bijlage 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.

**Art. 5. § 1er.** Dans les établissements agréés avant le 1er janvier 1993 et pour lesquels l'exploitant a sollicité un agrément conformément à l'arrêté royal du 30 décembre 1992 relatif à l'agrément et aux conditions d'installation des abattoirs et d'autres établissements, on peut, en attendant la décision du Ministre ou de son délégué, continuer à utiliser les marques de salubrité telles qu'elles étaient fixées jusqu'au jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Dans les ateliers de découpe agréés avant le 1er janvier 1993 mais qui ne disposaient pas d'un numéro d'agrément, il est provisoirement permis d'utiliser une marque d'identification de même forme que celle déterminée à l'annexe, sous II ou III, suivant que la demande pour l'obtention d'un agrément est fondée sur l'article 5 de l'arrêté royal mentionné ou est conforme à l'arrêté royal du 3 mars 1992 relatif à l'octroi de dérogations temporaires aux conditions d'installation des abattoirs, ateliers de découpe et entrepôts frigorifiques. Cette marque comporte comme indications le nom de l'exploitant et la localité où est situé l'atelier de découpe.

**§ 2.** Après que le Ministre ou son délégué ait pris une décision concernant la demande d'agrément ou concernant la demande d'octroi de dérogations temporaires, l'exploitant de l'établissement dispose, pour se conformer aux modèles de marque de salubrité ou de marque d'identification fixés au présent arrêté, de 14 jours s'il s'agit d'estampilles à l'encre ou au feu et de 8 mois s'il s'agit de marques de salubrité ou d'identification imprimées sur des étiquettes.

Bruxelles, le 28 juin 1993.

Mme M. DE GALAN

**Art. 5. § 1.** In de inrichtingen die vóór 1 januari 1993 waren erkend en waarvoor de exploitant een aanvraag tot erkenning heeft ingediend overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 december 1992 betreffende de erkenning en de inrichtingsvoorwaarden van de slachthuizen en andere inrichtingen mag, in afwachting van de beslissing door de Minister of zijn gemachtigde, worden verder gewerkt met de keurmerken zoals die tot op de dag van het verschijnen van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* waren vastgesteld.

In de uitsnijderijen die vóór 1 januari 1993 waren erkend maar die niet over een erkenningsnummer beschikten, mag voorlopig gebruik worden gemaakt van een identificatiemerkteken naar het model bepaald in de bijlage, onder II of III, al naar gelang een aanvraag is ingediend tot het bekomen van een erkenning op grond van artikel 5 van genoemd koninklijk besluit, dan wel een aanvraag overeenkomstig het koninklijk besluit van 3 maart 1992 betreffende het toestaan van tijdelijke afwijkingen op de inrichtingsvoorwaarden van slachthuizen, uitsnijderijen en koelhuizen. Dit merkteken bevat als aanduiding de naam van de exploitant en de lokaleit waar de uitsnijderij is gevestigd.

**§ 2.** Nadat de Minister of zijn gemachtigde om trent de aanvraag tot erkenning of om trent de aanvraag tot het toestaan van tijdelijke afwijkingen een beslissing heeft genomen, beschikt de exploitant van de inrichting over een termijn van 14 dagen om over te schakelen op de in dit besluit bepaalde modellen van keurmerk of identificatiemerkteken indien het om een inkt- of brandstempel gaat en over een termijn van 8 maanden indien het om op etiketten aangedrukte keurmerken of identificatiemerktekens gaat.

Brussel, 28 juni 1993.

Mevr. M. DE GALAN

#### Annexe à l'arrêté ministériel du 2 juillet 1993

##### « Annexe 5

I. Viandes provenant d'animaux abattus dans un abattoir dont la production peut être admise aux échanges entre les Etats membres de la CEE et reconnues propres à la consommation humaine.

###### a) viandes reconnues propres sans restrictions :

forme : ovale

diamètre : 4,5 cm de hauteur et 6,5 cm de largeur

lettres : 0,8 cm

chiffres : 1 cm

indications : dans la partie supérieure : BELGIQUE ou BELGIEN

au centre : le numéro d'agrément de l'abattoir

dans la partie inférieure : le sigle CEE ou EWG.

b) viandes provenant d'animaux n'étaient pas aux prescriptions réglementaires de police sanitaire pour que les viandes soient autorisées comme viandes fraîches pour les échanges entre les Etats membres de la CEE :

forme : ovale, recouverte d'une croix constituée de deux traits perpendiculaires, apposée en oblique de sorte que l'intersection se situe au centre de la marque de salubrité et que les indications figurant sur celle-ci restent lisibles.

diamètre, dimension des lettres et des chiffres et indications comme sous a).

c) viandes de porcs mâles utilisés pour la reproduction, de porcs cryptorchidés et hermaphrodites et de porcs mâles non castrés d'un poids exprimé en carcasse supérieur à 80 kg :

forme : ovale, barrée par deux lignes droites parallèles, espacées de 1 cm au moins et disposées dans le sens du diamètre le plus long; les indications qui y figurent devant rester lisibles et les deux lignes parallèles devant être aussi visibles que celles constituant le tour de la marque.

diamètre, dimension des lettres et des chiffres et indications comme sous a).

II. Viandes provenant d'animaux abattus dans un abattoir de faible capacité et reconnues inconditionnellement propres à la consommation humaine.

forme : rectangulaire, divisée en deux cases

côtés : 8 x 3 cm, dont 2 x 3 cm pour la case gauche et 4 x 3 cm pour la case droite

indications :

— au centre de la case gauche la lettre L, d'une hauteur de 2 cm, d'une largeur de 1,5 cm et dont les traits ont une épaisseur de 2 mm

— au centre de la case droite le numéro d'agrément spécifique dont les caractères ont une hauteur d'au moins 1 cm.

III. Viandes provenant d'animaux abattus dans un abattoir bénéficiant de dérogations temporaires et limitées et reconnues inconditionnellement propres à la consommation humaine.

forme : ronde

diamètre : 5 cm

caractères : 0,5 cm au moins

indications : abattoir, localité.

**IV. Cas spéciaux**

a) Viandes provenant d'un animal abattu dans un abattoir destinées aux besoins exclusifs du ménage du déclarant et reconnues propres à la consommation humaine.

forme : losange

côté : 6 cm

lettres : 0,5 cm

indications : abattoir, localité

b) Viandes d'animaux abattus pour cause de nécessité et reconnues propres à la consommation humaine.

forme : triangle équilatéral

côté : 7 cm

lettres : 0,7 cm

indications : abattoir, localité

c) Viandes ladriques, destinées à la congélation réglementaire.

1<sup>e</sup> au moment de l'expertise à l'abattoir :

forme : carrée

côté : 5,5 cm

lettres : 0,7 cm

indications : abattoir, viande à congeler, localité

2<sup>e</sup> après congélation, une marque d'expertise est apposée par le vétérinaire, chargé de la surveillance de l'établissement frigorifique :

forme : ronde

diamètre : 5 cm

lettres : 0,5 cm au moins

indications : nom de l'établissement, viande congelée, localité.

**V. Viandes reconnues ou déclarées impropre à la consommation humaine dans un abattoir.**

forme : parallélogramme

côtés : 5,5 x 4 cm

lettres : 0,7 cm

indications : localité, saisie. »

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 2 juillet 1993.

**Le Ministre de la Santé publique,  
Mme M. DE GALAN**

**Bijlage bij het ministerieel besluit van 2 juli 1993****\* Bijlage 5**

I. Vlees van dieren geslacht in een slachthuis waarvan de produktie kan worden toegelaten tot het handelsverkeer tussen de Lid-Staten van de EEG en geschikt bevonden voor de menselijke voeding.

a) zonder restricties geschikt bevonden vlees :

vorm : ovaal

diameter : 4,5 cm hoogte en 6,5 cm breedte

letters : 0,8 cm

cijfers : 1 cm

aanduidingen :

in het bovenste deel : BELGIE

in het midden : het toelatingsnummer van het slachthuis

in het onderste gedeelte : de initialen EEG.

b) vlees van dieren die niet voldoen aan de veterinarrechtelijke voorschriften om als vers vlees te worden toegelaten tot het handelsverkeer tussen de Lid-Staten van de EEG :

vorm : ovaal met twee lijnen die loodrecht op elkaar staan, schuin door het keurmerk lopen, elkaar in het midden ervan kruisen en zodanig zijn aangebracht dat de aanduidingen leesbaar blijven.

diameter, afmetingen van letters en cijfers en aanduidingen zoals onder a).

c) vlees van mannelijke varkens gebruikt voor de fok, van cryptorchide en hermafrodiete varkens, en van niet-gecastreerde mannelijke varkens met een geslacht gewicht hoger dan 80 kg :

vorm : ovaal, waarover langs de lengteas twee evenwijdige rechte lijnen lopen met een tussenruimte van minstens 1 cm; de aanduidingen die erop voorkomen moeten leesbaar blijven en de twee evenwijdige lijnen moeten even duidelijk zijn als de omtrek van het merk.

diameter, afmetingen van letters en cijfers en aanduidingen zoals onder a).

II. Vlees van dieren geslacht in een slachthuis met een geringe capaciteit en onvoorwaardelijk geschikt bevonden voor de menselijke voeding.

vorm : rechthoek, verdeeld in twee vakken

zijden : 6 x 3 cm, waarvan het linker vak 2 x 3 cm en het rechter vak 4 x 3 cm

aanduidingen :

— centraal in het linker vak de letter L met een hoogte van 2 cm, een breedte van 1,5 cm en dikte der benen van 2 mm.

— centraal in het rechter vak het specifiek toelatingsnummer waarvan de tekens minstens 1 cm hoog zijn.

**III. Vlees van dieren geslacht in een slachthuis waaraan tijdelijke en beperkte afwijkingen zijn toegestaan en dat onvoorwaardelijk is goedgekeurd voor de menselijke voeding.**

vorm : rond

diameter : 5 cm

tekens : 0,5 cm minstens

aanduidingen : slachthuis, lokaliteit.

**IV. Bijzondere gevallen.**

**a) Vlees van in een slachthuis geslacht dier, bestemd voor het exclusief gebruik door het gezin van de aangever en geschikt bevonden voor de menselijke voeding.**

vorm : ruit

zijde : 8 cm

letters : 0,5 cm

aanduidingen : slachthuis, lokaliteit

**b) Vlees van in nood geslachte dieren en geschikt bevonden voor de menselijke voeding.**

vorm : gelijkzijdige driehoek

zijde : 7 cm

letters : 0,7 cm

aanduidingen : slachthuis, lokaliteit

**c) Gortig vlees bestemd voor de reglementaire bevriezing.**

**1<sup>o</sup> op het ogenblik van de keuring in het slachthuis :**

vorm : vierkant

zijde : 5,5 cm

letters : 0,7 cm

aanduidingen : slachthuis, te bevriezen vlees, lokaliteit

**2<sup>o</sup> na bevriezing wordt een keurmerk aangebracht door de dierenarts die belast is met het toezicht over de koelinrichting :**

vorm : rond

diameter : 5 cm

letters : minimum 0,5 cm

aanduidingen : naam van de inrichting, bevroren vlees, lokaliteit.

**V. In een slachthuis voor de menselijke voeding ongeschikt bevonden of verklaard vlees.**

vorm : parallellogram

zijden : 5,5 x 4 cm

letters : 0,7 cm

aanduidingen : lokaliteit, aangekeurd. »

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 2 juli 1993.

De Minister van Volksgezondheid,  
Mevr. M. DE GALAN

**MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE**

F. 93 — 1842

**12 JUILLET 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 13 août 1976 fixant les échelles de traitements des grades des agents civils du Service de sécurité militaire**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 20 août 1869 portant le statut des agents civils du Service de sécurité militaire, modifié par les arrêtés royaux des 1er juillet 1971, 18 décembre 1987 et 22 décembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, notamment l'article 4, 2<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1976 fixant les échelles de traitements des grades des agents civils du Service de sécurité militaire, notamment l'article 1er, modifié par les arrêtés royaux des 6 décembre 1988, 17 décembre 1990, 25 juin 1991 et 2 juillet 1992;

Vu le protocole n° 59/1 du 13 juin 1991 dans lequel sont consignées les conclusions des négociations menées au sein du comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu le protocole n° 152 du 2 septembre 1992 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

**MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING**

N. 93 — 1842

**12 JULI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 augustus 1976 tot vaststelling van de weddeschalen voor de graden van de burgerlijke ambtenaren van de Dienst militaire veiligheid**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 augustus 1969 houdende het statuut van de burgerlijke ambtenaren van de Dienst militaire veiligheid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 juli 1971, 18 december 1987 en 22 december 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, inzonderheid op artikel 4, 2<sup>o</sup>;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1976 tot vaststelling van de weddeschalen voor de graden van de burgerlijke ambtenaren van de Dienst militaire veiligheid, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 december 1988, 17 december 1990, 25 juni 1991 en 2 juli 1992;

Gelet op het protocol nr. 59/1 van 13 juni 1991 waarin de conclusies van de onderhandelingen, gevoerd binnen het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten, worden vermeld;

Gelet op het protocol nr. 152 van 2 september 1992 van het Comité voor de nationale, de gemeenschap- en de gewestelijke overheidsdiensten;